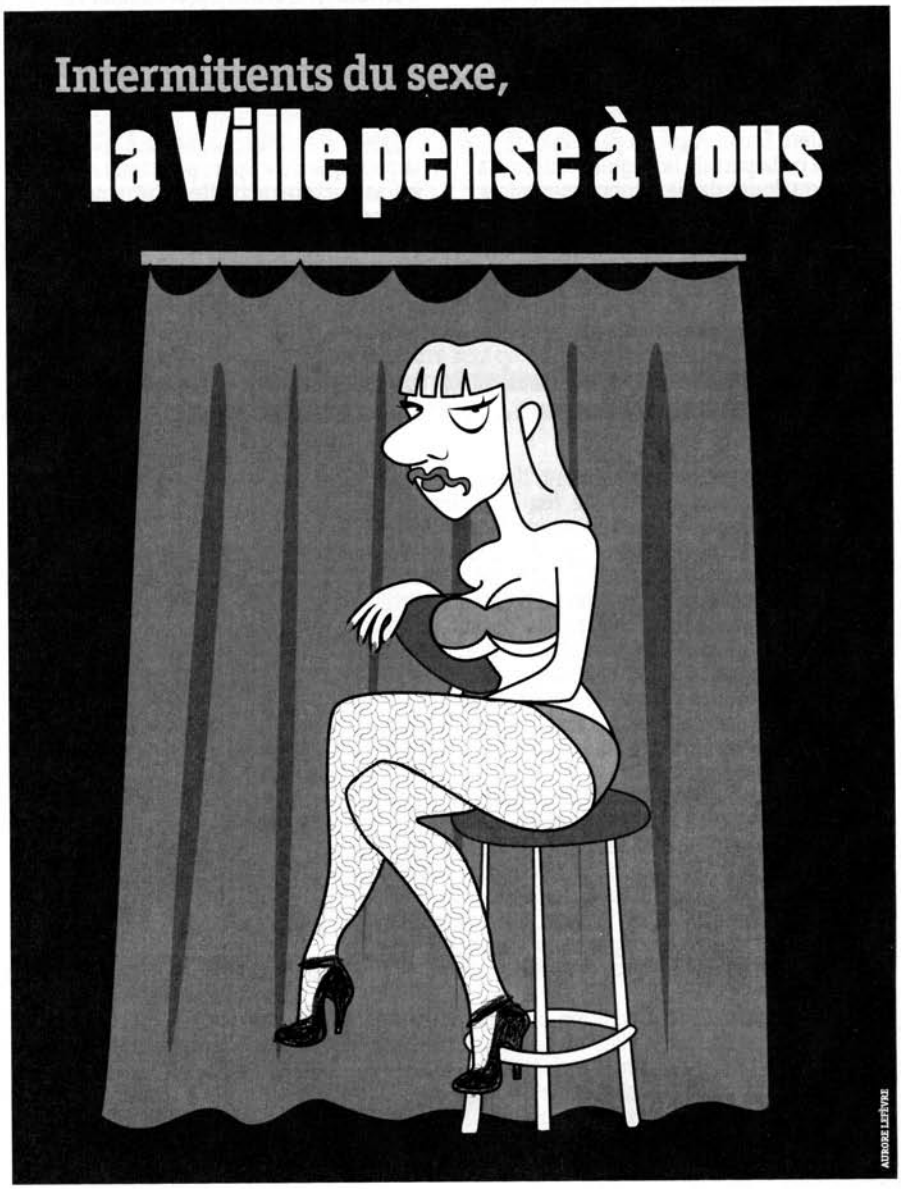
ENQUÊTE PROSTITUTION

Il faut se rendre à l'évidence : l'éradication de la prostitution est un échec. Partant de ce principe, l'ASBL Isatis a mis la Ville de Liège au pied du mur. Sans plus de préliminaires, l'association a soumis à Willy Demeyer son projet de centre de la prostitution. Gonflé. Le bourgmestre est séduit, le Conseil communal « mesuré ». Or ce projet ne peut aboutir sans la participation de la Ville. Pourquoi ? Comment ? « Le Poiscaille » vous dit tout **DIMITRI POUPON**

Intermittents du sexe, la Ville pense à vous



Exit les dortoirs pourris « où les draps n'ont pas le temps de refroidir »[1]. La prostitution est en marche. Loyers raisonnables, hygiène, encadrement social et policier : c'est ce que propose l'ASBL Isatis. Comprenez Initiative sociale d'aide aux travailleurs indépendants du sexe. Le projet prendrait la forme d'un centre de la prostitution géré par le milieu associatif et administré par des élus locaux. Une information à mettre toutefois au conditionnel puisqu'à ce jour, rien n'est encore signé.

Sur le papier en revanche, la Ville cèderait son terrain de 2000 m², rue Varin, pour la construction du centre. Tant qu'elle y est, elle délivrerait par la même occasion le permis de bâtir. *« Ainsi on ne créerait pas de nouveaux quartiers puisque les Guillemins sont une zone historique de prostitution »*, rassure Willy Demeyer, le bougmestre de Liège (PS). C'est sûr qu'entre la gare et le centre Isatis, le baromètre de l'immobilier va certainement se redresser.

« Sans la Ville, on ne fera rien », explique Michèle Villain, heureuse titulaire d'un crédit de quatre millions d'euros au nom de l'ASBL pour la construction du centre Isatis. *« Nous avons déjà un accord de principe avec la banque,* poursuit la porte-parole d'Isatis, *mais elle demande que la Ville se porte garante »*. Et c'est là toute la beauté de la chose : ça ne coûterait pas un rond à la Ville. Ou plutôt si : la construction d'un commissariat à proximité pour assurer la sécurité des filles, commissariat prévu de toute façon pour le quartier des Guillemins. Elles pourront donc regagner leurs vitrines sereines : *« Une gouvernance moderne, ça se fait dans la transparence »*, conclut solennellement le bourgmestre qui se réserve un délai de 4 mois pour se prononcer.

« J'aurais voulu être un artiste »

À peine proposé, pas encore discuté, le projet émoustille déjà. Les premiers coups de semonce ont été tirés lors de la journée d'études du 21 janvier par une poignée de féministes. Puis, inquiets pour les bourses de la Ville, les élus locaux ont remis le couvert lors du Conseil communal du 31 janvier. Et enfin, le MR liégeois a fini en solo le 16 février dernier. Les libéraux ont annoncé leur soutien au projet de l'ASBL Isatis, mais sous certaines conditions. Ils refusent notamment que les prostituées bénéficient du statut de travailleur indépendant envisagé par Isatis : *« Cela va décourager les filles et certaines préféreront retourner dans la clandestinité »*[2], pressent la conseillère communale Elisabeth Fraipont (MR). Les libéraux proposent en remplacement le statut d'artiste *« comme en Suisse »*. Contorsionniste ou trompettiste, ça ils ne le précisent pas

LE PROJET PRENDRAIT LA FORME D'UN CENTRE DE LA PROSTITUTION GÉRÉ PAR LE MILIEU ASSOCIATIF ET ADMINISTRÉ PAR DES ÉLUS LOCAUX

La même crainte habite Marianne[3], ancienne prostituée : *« Les filles ne vont pas être d'accord parce qu'elles devront payer des charges sociales. Mais moi, si j'avais eu cette occasion il y a vingt ou trente ans de cela, j'aurais payé et je ne me serais pas retrouvée dans la galère dans laquelle je suis aujourd'hui »*. Marianne est l'une des rares filles à avoir raccroché et retrouvé un travail immédiatement après la fermeture des salons du quartier Cathédrale-Nord en avril 2009. Aujourd'hui, la Ville pourrait faire revenir les 104 filles expulsées il y a deux ans. L'art de défaire et de refaire…

Évidemment, la participation de la Ville dans le projet hérisse le poil des bigots de toutes les chapelles. Et l'on parle déjà de *« forme organisée de proxénétisme, cautionnée par les pouvoirs publics »*. Il y a d'un côté les féministes qui fustigent le commerce de la chair, imputé aux hommes, tout en niant à ces femmes le droit à la dignité. De l'autre, il y a les mères de famille : *« parce que les enfants, vous comprenez… »* Celles-là accusent les filles de mauvaise vie de leur doigt moralisateur. Mais c'est la peur de surprendre leur mari en plein lèche-vitrine qui les ronge. Et enfin toute cette société bien-pensante qui préfère cacher ses adultères jusque sous le drap conjugal plutôt que d'aller aux putes. •

1. James Ellroy, *Le Dalhia noir*, Rivages, coll. « Rivages/Noir », 2001.
2. Dans *La Libre Belgique*, 17 février 2011.
3. Nom d'emprunt.